

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Salaires : attaqués eux-aussi

A PARTIR de janvier, les cotisations de la Sécurité sociale vont être augmentées/en conséquence de quoi les salaires des travailleurs vont être diminués d'autant. L'amputation sera de 25 F par mois pour un salaire brut de 2 000 F, de 40 F environ pour un salaire de 3 000 F, de 50 F pour un salaire de 4 000 F. Donc, en janvier 1979, un travailleur touchera un salaire inférieur à celui qu'il touchait en décembre 1978.

L'augmentation avait été présentée comme un moyen de combler le déficit de la Sécurité sociale. En tout cas elle conduit à diminuer les salaires, à faire pression sur eux. L'argent pris aux travailleurs ira dans la poche des patrons pour financer les restructurations, sous forme de subventions par exemple. Au total, cette mesure va permettre à l'État et aux capitalistes de pouvoir disposer de 11 milliards supplémentaires. Les capitalistes, eux, sont très épargnés.

En même temps qu'une attaque contre les salaires qui intervient alors que le ministre de l'Économie lui-même prévoit pour 1979 une hausse importante de prix, l'augmentation des cotisations constitue aussi une attaque du droit à la santé. La réduction de la consommation médicale est à l'ordre du jour, qu'il s'agisse des consultations chez le médecin, de la consommation des médicaments ou du séjour en hôpital. Ce n'est là encore qu'une première étape. A long terme, les capitalistes veulent tout simplement liquider la Sécurité sociale, et les droits sociaux par conséquent, et la remplacer par une assurance individuelle dont le travailleur paierait la totalité des cotisations et de laquelle le patronat serait exempté de toute charge sociale.

Si l'offensive capitaliste porte principalement sur les licenciements et le chômage, elle n'épargne donc pas le salaire ainsi que les droits sociaux. Nous avons l'illustration de ce qu'affirmaient Marx et Engels au sujet du chômage.

Par le chômage, les patrons font pression sur les salaires et les abaissent. C'est là un moyen pour eux d'accroître la plus-value qu'ils extorquent aux ouvriers. Cette offensive dirigée principalement contre la classe ouvrière la dépasse largement. Les cadres eux aussi sont touchés au point qu'ils manifestent bruyamment leur mécontentement.

Devant cette attaque frontale des capitalistes, la contre-attaque est désormais à l'ordre du jour. Faire échec aux plans de misère de la bourgeoisie, choisir la voie la plus capable de faire céder Barre et les capitalistes, voilà la question qui se trouve au cœur de l'actualité pour la classe ouvrière et bien d'autres travailleurs. La lutte ou la négociation à froid, la riposte ou l'attentisme : il y a deux possibilités mais une seule façon de s'opposer victorieusement à l'austérité, au chômage, à la remise en cause de nos droits.

HM

Longwy : les sidérurgistes affrontent les CRS

OCCUPER la poste, couper la rue principale, débrayer en masse pour se répandre en manifestation dans la ville, couper les principaux carrefours, occuper la recette-perception et des gares. Voilà quelle a été, la semaine passée, la réponse immédiate des sidérurgistes à Denain, lorsque Barre a confirmé au conseil régional du Nord la liquidation d'Usinor-Denain. Lundi, c'était au tour des ouvriers de la Chiers à Longwy de séquestrer le directeur et le chef de personnel et de s'affronter au CRS envoyés par le gouvernement Giscard-Barre. Barre s'est inquiété publiquement de cette tournure, plus efficace, que prend le mécontentement des travailleurs. Et il y a de quoi car face à la politique de liquidation et de chômage du pouvoir, la colère monte et devient action. Solidarité avec ceux de Denain et de Longwy ! Unissons nos luttes pour l'emploi !



Les sidérurgistes de Denain face aux CRS : A Denain comme à Longwy, la seule vraie réponse du gouvernement à la volonté des travailleurs d'avoir un travail.

(Voir article page 3)

La délégation du Cambodge est admise à la conférence des non-alignés.
Succès de la guérilla

Les patriotes cambodgiens marquent des points

L'AGRESSEUR vietnamien a subi de sérieux échecs ces derniers jours. Échecs militaires tout d'abord mais aussi échec diplomatique lors de la conférence préparant la réunion extraordinaire des non-alignés.

VICTOIRE DES PATRIOTES DU KAMPUCHEA

Les forces patriotiques du Kampuchea démocratique ont annoncé le lundi 29 janvier qu'elles étaient proches de Phnom Penh et que les villes de Kompong Speu et Kampot avaient été libérées. La route No 4 qui rejoint Phnom Penh à la mer a été coupée aux troupes vietnamiennes. La Voix du Kampuchea démocratique a annoncé que les

patriotes avaient libéré tout le sud-est du pays et qu'ils s'étaient avancés à moins de dix kilomètres de Phnom Penh.

D'après des experts occidentaux, de violents combats auraient lieu actuellement dans les provinces et Pursat et de de Kompong Chhnang et autour du port de Kompong Som.

ÉCHEC A LA TENTATIVE VIETNAMIENNE ET CUBAINE

Vendredi dernier, s'est ouverte à Maputo, la capitale du Mozambique, la conférence au niveau d'ambassadeurs, première étape de la réunion extraordinaire du bureau de coordination des pays non-alignés.

Vers 9 heures, les représentants des pays membres du bureau de coordination ainsi que les observateurs des autres pays étaient rassemblés pour discuter du problème prévu à l'ordre du jour : le renforcement du soutien à la lutte de libération qui se mène en Afrique australe.

Pourtant, la conférence ne devait commencer que vers midi. Les représentants cubains et vietnamiens avaient bloqué le déroulement de la conférence en posant comme préalable la question de la représentation kampuchéenne. Remettant en cause les principes des non-alignés, ils ont tenté d'interdire à la délégation du Kampuchea démocratique, dirigé par Penn Nouth, de participer à la conférence en tant qu'observateur comme il était prévu.

Les chefs de délégation ont dû alors se réunir en séance extraordinaire pour régler ce problème. Après une longue discussion, la majorité écri-

sante des représentants a rejeté la demande des Vietnamiens et des Cubains et la délégation du Kampuchea démocratique a pu participer, comme elle en avait le droit, à la conférence.

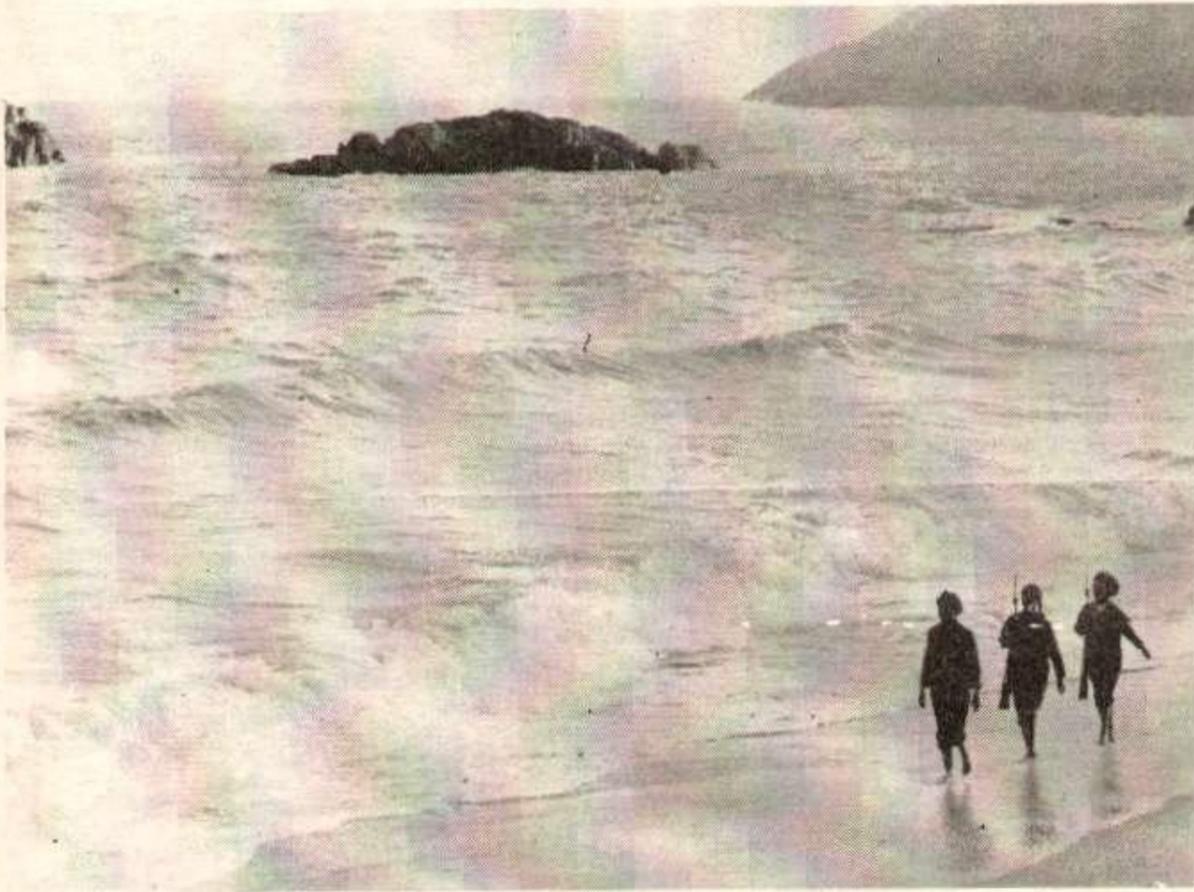
Cette dernière affaire montre que les tentatives des Vietnamiens et des Cubains pour remplacer les représentants légitimes et légaux du Kampuchea par les fantoches mis en place par le Vietnam à Phnom Penh se sont soldées par un échec cuisant : les pays non-alignés ont déjoué cette manœuvre derrière laquelle se profile l'Union soviétique.

Evelyne LE GUEN

Meeting de soutien à l'indépendance du Cambodge

Le vendredi 2 février 1979 à 20h 30

Salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor Paris 5e.
Métro Maubert-Mutualité



Forte de 3,5 millions d'hommes et assistée d'une milice populaire de 95 millions de membres, l'armée chinoise est puissante mais elle est équipée de matériel vieillot. Le 11e congrès du PCC a décidé de faire de l'armée chinoise une armée effectivement apte à stopper toute agression.

L'armée chinoise et l'achat d'armes à l'étranger

Quelle modernisation et pourquoi ?

LES récents événements survenus dans le Sud-Est asiatique démontrent clairement que si l'enjeu fondamental de la rivalité des deux superpuissances reste l'Europe, l'éventualité d'une agression du social-impérialisme soviétique contre la Chine ne peut être écartée, bien au contraire. A l'intérieur d'un plan dont le but ultime serait l'Europe, l'URSS peut être tentée de se tourner d'abord contre la Chine afin d'avoir ensuite les mains libres à l'Ouest. Et cela d'autant plus qu'elle peut être convaincue que la Chine ne resterait pas indifférente en cas d'agression soviétique contre l'Europe, mais que la réciprocité a moins de chances d'être vraie.

C'est dans cette optique que se pose pour la Chine la nécessité de pouvoir faire face à toute agression, aujourd'hui plus que jamais, et à ce niveau, une constatation s'impose : la modernisation de l'armée chinoise est plus qu'une nécessité, c'est un impératif.

On a beaucoup parlé, et on en reparlera certainement encore, à propos du voyage de Deng Xiaoping aux USA de l'achat d'armes à l'étranger par la Chine. Déjà, des contrats ont été conclus avec la Grande Bretagne, d'autres sont en discussion. Le gouvernement américain, pour sa part, ne serait pas hostile à la vente de matériels défensifs à la Chine. Vu le contexte actuel, ces achats sont non seulement tout à fait justifiés de la part de la Chine, mais encore, on peut dire qu'ils constituent un atout pour la sécurité du monde entier face aux ambitions belliqueuses soviétiques.

Lorsqu'ils parlent de l'armée chinoise, les commentateurs et spécialistes étrangers ont souvent tendance à opposer milice et armée classique et à expliquer que la politique actuelle de la Chine consiste en un délaissement des milices au profit d'un retour à une conception classique d'une armée reposant essentiellement sur l'armement.

C'est là une vision beaucoup trop rapide des transformations qui s'effectuent actuellement au niveau de la politique de défense chinoise.

En la caricaturant quel-

que peu, on pourrait dire que la politique de la bande des Quatre en ce domaine, revenait à dire que, du moment que leur cause est juste et que les fourches sont maniées par le peuple, elles pourraient arrêter les chars. Cela revenait non pas à affirmer que le facteur matériel est secondaire, par rapport au facteur humain, mais à le nier purement et simplement.

Or, les choses ne sont pas si simples, car, si effectivement l'homme est le facteur décisif dans la guerre, une solide base matérielle n'en est pas moins indis-

pensable. C'est le sens de ce que Mao disait dans « De la guerre prolongée » : « Les armes sont un facteur important, mais non décisif de la guerre ».

UNE ARMÉE PUISSANTE MAIS DESUÈTE

Forte de 3,5 millions d'hommes, auxquels s'ajoutent les cinq millions de membres de la milice armée, constituée de réservistes et les 95 millions d'hommes et de femmes de la milice populaire, possédant 8 000 chars de combat et une aviation qui, du point de vue numérique, est la troisième du monde, l'armée chinoise n'est certes pas négligeable. A ses 40 armées, on doit ajouter trois divisions aéroportées, 10 divisions blindées, 40 divisions d'artillerie et, bien sûr, l'arsenal nucléaire édifié depuis les années 60.

Cela donne un total qui peut paraître impressionnant.

On est alors bien amené à constater que cette force

repose sur une base matérielle que tous les experts s'accordent à considérer comme désuète, pour ne pas dire périmée.

Si l'on considère l'aviation, par exemple, on peut voir que mise à part une cinquantaine d'avions du type Mig 21, le gros des

forces est constitué d'appareils de type Mig 17 et 19, c'est-à-dire des avions apparus en URSS au début des années 50 et qui ne peuvent rivaliser avec les Mig 23 ou 25 soviétiques ou avec les YF 16 ou 17 américains.

Au niveau des forces terrestres, on retrouve le même phénomène : le char standard de l'Armée populaire de libération, le T 59 est une copie du T 54 soviétique, en service depuis 1949 et le véhicule de combat le plus courant, le BTR 40 date de 1948. Plus important encore dans le cas d'une agression, face à des unités soviétiques entièrement mécanisées, l'armée chinoise ne dispose pour l'instant d'aucun engin anti-char de conception moderne. Des lacunes de ce type existent aussi bien dans la marine que dans le système logistique. En dresser la liste complète serait trop long.

C'est de cette constatation qu'est venue la décision du 11e congrès du Parti communiste chinois de moderniser rapidement l'armée chinoise pour en faire une armée effectivement apte à stopper toute agression et une armée qui marche sur ses deux pieds, le pied manquant suite à la politique de la bande des Quatre étant la base matérielle.

Cette modernisation doit être plus obéir à deux impératifs : rapidité et efficacité d'une part, s'effectuer dans le cadre d'une stricte indépendance nationale d'autre part. Ce sont ces deux impératifs qui déterminent le rapport actuel entre l'achat d'armes modernes à l'étranger et le relancement d'une production nationale.

PRIMAUTE DE LA PRODUCTION NATIONALE

La production nationale est la base de la modernisation de l'armée chinoise. C'est dans le sens d'un développement rapide d'une industrie de défense nationale que vont en particulier les résolutions de la récente troisième session du Comité central du Parti communiste chinois. Cette production nationale se heurte cependant encore à des difficultés dans certains domaines de pointe comme l'électronique ou les aciers spéciaux. C'est pour cela, et afin également de rééquiper d'urgence certaines unités que vient, en appoint, l'achat d'armes à l'étranger. On parle actuellement de projet d'achat de 800 chars de combat, d'avions à décollage vertical britannique Harrier et d'un certain nombre de systèmes défensifs antichars.

En aucun cas, cependant, les achats à l'étranger ne sont conçus comme un moyen durable de remplacer une construction propre. Ils répondent simplement à une nécessité du moment.

« La réalisation d'une défense solide est une course contre la montre pour la paix », a récemment titré un éditorial du *Renmin Ribao*. En effet, autant une Chine affaiblie militairement est une proie tentante pour l'hégémonie soviétique, autant une Chine forte sera pour lui un obstacle et, en définitive, un atout pour les peuples du monde entier face aux visées soviétiques au niveau mondial.

Serge FOREST

Allocution de Deng Xiaoping à la cérémonie d'accueil à la maison blanche

(Agence XINHUA)

LE vice-premier ministre chinois, Deng Xiaoping a dit aujourd'hui à Washington que la signification de la normalisation des relations sino-américaines dépassait largement le cadre des relations bilatérales.

« La coopération amicale entre les peuples chinois et américain, a-t-il souligné, est sûre d'exercer une influence positive et durable sur l'évolution de la situation mondiale. Elle constitue un facteur important travaillant pour la paix dans la région du Pacifique comme dans le monde ».

Le vice-premier ministre Deng s'est déclaré convaincu que ses entretiens avec le président Carter et d'autres dirigeants du gouvernement des Etats-Unis donneront des fruits abondants.

Le vice-premier ministre Deng Xiaoping s'adressait à la cérémonie d'accueil tenue lundi matin à la Maison-Blanche par le président Carter et son épouse en l'honneur de lui-même et de son épouse à l'occasion de leur visite officielle aux Etats-Unis.

Il a remercié le président et madame Carter de lui avoir réservé cet accueil aussi solennel et chaleureux qu'il considérait comme un signe de l'amitié du peuple

américain pour le peuple chinois « De notre côté nous apportons au peuple américain l'amitié du peuple chinois » a-t-il dit.

Il a dit : « Nos deux peuples ont eu des échanges amicaux pendant près de deux siècles. C'est d'ailleurs dans la même tranchée que nous avons fait la guerre contre le fascisme. Bien qu'il y ait eu entre eux une période désagréable, pendant près de trente ans, nos deux pays ont enfin normalisé leurs relations grâce aux efforts communs de nos gouvernements et de nos peuples. A ce propos, la décision perspicace du président Carter a joué un rôle capital ».

« De grandes possibilités s'offrent dans la coopération amicale entre la Chine et les Etats-Unis d'Amérique. Dans les jours prochains, nous explorerons avec les dirigeants de votre gouvernement et nos amis de tous les milieux, les voies et moyens de développer nos échanges et notre coopération dans les domaines politiques, économiques, scientifiques, technologiques et culturels. La normalisation ouvre de larges perspectives pour le développement ultérieur de nos échanges et de notre coopération à avantage réciproque. Nous avons toutes les raisons d'attendre des fruits abondants. »

Il a indiqué : « La signi-

fication de la normalisation dépasse largement le cadre de nos relations bilatérales. La coopération amicale entre nos deux pays majeurs, situés sur les rives opposées du Pacifique constitue inévitablement un facteur important travaillant pour la paix dans cette région comme dans le monde. Le monde d'aujourd'hui est loin d'être tranquille. Non seulement la paix est menacée mais les facteurs travaillant pour la guerre sont visiblement accrus.

La tâche urgente des peuples du monde est de redoubler d'efforts en vue de sauvegarder la paix, la sécurité, la stabilité dans le monde et nos deux pays ont le devoir impérieux d'œuvrer ensemble à cette fin et d'y apporter notre contribution. »

Le vice-premier ministre Deng a dit : « Nous partageons un même sentiment. C'est que nous sommes en train d'accomplir une mission historique. Les relations sino-américaines sont à un nouveau point de départ et la situation mondiale à un nouveau tournant. La Chine et les Etats-Unis d'Amérique sont deux grands pays et leurs peuples, deux grands peuples. La coopération amicale entre les peuples chinois et américain est sûre d'exercer une influence positive et durable sur l'évolution de la situation mondiale ».

Manifestation des sidérurgistes

Une violence légitime



Les sidérurgistes de Denain ont occupé, vendredi, le centre des impôts.

LA crise s'approfondit... C'est devenu banal de le dire. Les conséquences pour les travailleurs des villes et des campagnes : licenciements et exode rural ; pour ceux qui ont du travail, les cadences qui augmentent et pour tous, de plus en plus de difficultés à joindre les deux bouts. C'est la violence quotidienne de l'exploitation capitaliste qui use prématurément les travailleurs et les travailleuses.

de la bourgeoisie entrer en action pour les réprimer. Caen, Le Puy, grévistes « évacués » par les CRS, assassinat de travailleurs comme par exemple le petit viticulteur E. Pouytes, il y a quelques années, etc. La classe bourgeoise accentue sa violence et n'hésite pas à faire couler le sang. C'est bien la bourgeoisie qui est à l'origine de la violence. Devant celle-ci, on voit bien où mènent les journées « dans le calme et la dignité » et le va-et-vient des élus : elles mènent à l'écaillage, à la division des travailleurs.

Le 6 février, c'est la date que Barre propose aux fédérations de la métallurgie pour une réunion avec Robert Boulin, afin « d'effectuer un inventaire des problèmes posés », dit-il. Mais que veut savoir le premier ministre ? De quoi veut-il discuter puisque pour lui « la concertation vaut mieux que l'affrontement ».

Aujourd'hui dans le Nord et la Lorraine, ce n'est pas plus le ballet des élus de toutes tendances ou les journées dans « le calme et la dignité », pour « sauter la sidérurgie » qui empêcheront les licenciements, ni non plus que l'action isolée de quelques travailleurs si pleins de bonne volonté soient-ils.

Barre aux syndicats

« Discutons mais pas des licenciements »

L'ACTION se développe dans la sidérurgie et la colère gronde en Lorraine et dans le Nord. Cette situation ne manque pas d'inquiéter le gouvernement qui vient de lancer une nouvelle (après mars 1978) opération « concertation tous azimuts » ! Le 26 janvier, Barre a envoyé une lettre à tous les syndicats de la métallurgie, et samedi 27, la première réunion tripartite, patronat, syndicats, pouvoirs publics s'est tenue à Metz.

Les premiers résultats de cette réunion tripartite donnent une idée de l'orientation générale que les patrons et le gouvernement veulent imposer : rien de concret n'est sorti de la réunion de samedi matin, si ce n'est... « le réaligement du système des retraites des mines de fer sur celui pratiqué dans la sidérurgie ».

En réalité, patronat et pouvoirs publics cherchent à gagner du temps, la première échéance étant le 6 février. Le 6 février, c'est la date que Barre propose aux fédérations de la métallurgie pour une réunion avec Robert Boulin, afin « d'effectuer un inventaire des problèmes posés », dit-il. Mais que veut savoir le premier ministre ? De quoi veut-il discuter puisque pour lui « la concertation vaut mieux que l'affrontement ».

plans d'aménagement qu'il veut engager les syndicats. Leur faire jouer le rôle qui a échappé si vite à Messmer, celui de donner des illusions aux travailleurs sur d'hypothétiques possibilités de créer des emplois.

DISCUTER DES « MOTIVATIONS »

L'hameçon est gros. Pourtant, les premières réactions des directions syndicales ne font pas penser qu'elles refusent l'appât ; toutes les fédérations ont fait savoir, CGT et CFDT comprises, que c'était un recul du gouvernement, un acquis « du développement des luttes et de la mobilisation populaire » en regretant que ce soit si tard. La CGT a fait état que la lettre du ministre n'était pas « exempte de manœuvres et de calculs » et Chéroque, secrétaire de la métallurgie CFDT, se félicite du nouveau rôle attribué aux syndicats, qui ne vont plus être cantonnés dans le social, mais vont pouvoir discuter des « motivations » des patrons et du gouvernement... Pourtant, en s'éloignant du social, les syndicats ne rentrent-ils pas tout droit dans la collaboration de classe ? Le gouvernement veut gagner du temps et détourner l'attention des sidérurgistes, les travailleurs n'ont rien à gagner aux discussions qui s'ouvriront le 6 février.

René BREAND

UN CADRE « RAISONNABLE »

L'objectif de la réunion est donc ailleurs. Il s'agit pour Barre de donner un rôle plus important aux syndicats, et par là, de les aider à augmenter leur influence. Barre redoute que les syndicats ne soient débordés par les travailleurs sans que le gouvernement ait le moyen de maintenir ceux-ci dans un cadre « raisonnable ». La lettre de Barre est très claire à ce sujet : « Il (le gouvernement) estime qu'une telle concertation avec les organisations syndicales, reconnaissant leur rôle naturel et les renforçant comme interlocuteurs... peut être un instrument utile dans la recherche en commun des solutions adaptées, dès lors que cette recherche est conduite avec le désir d'aboutir à des résultats concrets et durables ».

Les CRS interviennent à Longwy

Solidarité avec ceux de Longwy

D'APRES le plan de restructuration de la sidérurgie, l'usine Chiers de Longwy (Lorraine) qui emploie 1 800 personnes doit être fermée définitivement en 1980. Hier, 250 sidérurgistes ont empêché la tenue du comité d'entreprise, séquestré le directeur de l'usine et deux chefs de personnel, jusque dans la nuit. Les CRS sont intervenus. Quand les travailleurs emploient des formes de lutte efficaces, quand l'ordre des bourgeois est menacé, le masque démocratique de la bourgeoisie tombe... Voici quelques déclarations faites par des militants syndicaux au journal Libération et qui montrent la seule voie à suivre pour riposter efficacement aux Giscard-Barre et compagnie : « Un délégué syndical me dit : « Le principal de notre activité militante doit maintenant se dérouler dans les usines mêmes. Il faut que tout le monde rentre dans la bagarre, que la lutte ne repose plus seulement sur les bras des sections syndi-

cales ». Et à propos du minéral déchargé des wagons en gare de Longwy, dans la nuit du samedi au dimanche : « Un cégétiste dit : « C'est bien. Pas une tonne de minéral allemand ne devrait rentrer en France. » Un militant CFDT intervient alors : « Il faudrait y aller doucement sur ce terrain, parce qu'on commence à être anti-allemand pour des raisons économiques et on devient anti-arabe sans s'en rendre compte. On ne se bat pas pour la grandeur de la France mais pour nos emplois. » Mardi matin, une manifestation était prévue pour répliquer à l'intervention des CRS. Au petit matin, on pouvait croiser, le long des routes, les sinistres véhicules vert sale ou bleu foncé aux fenêtres grillagées. En déployant ainsi tout son arsenal répressif, la bourgeoisie veut dissuader les ouvriers de recourir à la violence de masse. C'est pourtant la seule voie efficace pour exiger du travail pour tous ! Solidarité avec les travailleurs de Longwy !

Quand les dirigeants du PCF couvrent les flics racistes

LE 29 décembre dernier, Youssef Sassi, un jeune travailleur tunisien de Martigues, était violemment tabassé dans le commissariat principal de Marseille. Youssef a donc porté plainte pour violence (le MRAP s'est d'ailleurs porté partie civile dans cette affaire) et des comités de soutien ont été créés à Martigues et à Marseille pour faire aboutir cette plainte.

UNE ERREUR

Aussitôt le syndicat CGT de la police à Marseille publiait un communiqué

attaquant ceux qui « calomnient la police » et « portent atteinte à ce grand corps français ». Ce communiqué était repris par le journal local du PCF La Marseillaise. Ce syndicat de la police communique même à un avocat, membre du PCF, une plainte pour diffamation contre Youssef. Est-ce une erreur ? Un événement accidentel allant à l'encontre de la ligne de la confédération CGT, ou bien au contraire n'est-ce pas la conséquence logique de la ligne d'union du peuple de France » qui conduit à regrouper tous les mécontents, y compris les flics racistes et ultra-réactionnaires qui réclament de meilleurs moyens pour réprimer le peuple.

CHANTAGE

Parallèlement quelques jours après avoir déposé sa plainte, Youssef est informé par la police de Martigues qu'il passera devant la commission d'expulsion le 6 janvier. Aussitôt les comités de soutien se mobilisent pour étendre la popularisation, renforcer le soutien et empêcher l'expulsion. C'est là une position juste. C'est le seul moyen de faire reculer le pouvoir. Pourtant un membre de l'UD-CGT à Marseille ne

propose-t-il pas que Youssef retire sa plainte, lui se chargeant dans ce cas de faire arrêter la procédure d'expulsion.

Le permanent de l'union locale CGT de Martigues n'a-t-il pas bloqué toute popularisation sur cette ville pendant une semaine en disant que la CGT de Martigues était en train d'étudier son éventuelle participation au comité de soutien et qu'il fallait que celui-ci ne fasse aucune propagande avant que la CGT n'ait donné sa position, position qui fut négative bien sûr. Le même permanent déclara

(Suite page 5)



INTERNATIONALISME

Lundi soir à la Mutualité

« Libérez Sabata ! »

Vibrant appel de Pelikan pour les emprisonnés tchécoslovaques

« LIBÉREZ SABATA ! ». Toute la grande salle de la Mutualité a résonné de ce mot d'ordre lundi soir, lors d'un « meeting international contre la répression » quand Jiri Pelikan a cité, au nom de l'opposition socialiste tchécoslovaque, le nom de Jaroslav Sabata, ancien membre du Comité central du Parti tchécoslovaque, porte-parole de la Charte 77, arrêté le 1er octobre 1978 et condamné le 11 janvier 1979 à 9 mois de prison.

Jiri Pelikan a souligné la nécessité de défendre « la liberté que chaque citoyen a d'exprimer son opinion et que chaque peuple a de défendre son indépendance nationale et sa souveraineté », et ce, non seulement en Europe, mais sur tous les continents.

UN SYMBOLE

« Quand nous luttons pour Jaroslav Sabata, a-t-il dit, nous ne luttons pas seulement pour lui mais pour les dizaines et les dizaines d'autres emprisonnés politiques : mais si nous luttons pour lui, c'est aussi parce qu'il est un symbole ». Et Pelikan a rappelé l'action politique de Sabata :

— Après l'intervention soviétique du 21 août 1968, il a été le premier à la condamner au sein du Comité central du Parti ; — Il a été le premier dirigeant à être arrêté, puis condamné à six ans et de-

mi de prison ; — Il a été l'un des premiers à signer la « Charte 77 » ; — Désigné comme son porte-parole, il a pris l'initiative de s'adresser aux plus larges masses des ouvriers, des travailleurs, des jeunes ; — A son initiative, la Charte 77 a noué des contacts étroits avec le mouvement polonais d'opposition, le KOR, et a apporté son soutien aux opposants soviétiques, polonais, est-allemands ;

IL FAUT CHOISIR SES ALLIÉS

A l'adresse des dirigeants du PCF qui maintiennent des relations avec Husak tout en condamnant du bout des lèvres la répression contre les « chartistes », Pelikan s'est exclamé : « On ne peut pas être solidaire à la fois de l'assassin et de la victime ».

Pelikan a apporté par ailleurs son salut à la lutte



Né en 1927, secrétaire régional du PCT à Brno pendant le « Printemps de Prague ». Elu au CC par le 14e congrès clandestin (août 1968). Vote contre le diktat de Moscou, accepté par Dubcek, qui légalise l'occupation. Arrêté en novembre 1971, condamné en août 1972 à six ans et demi de prison à régime sévère. Libéré sous conditions, grâce à une campagne internationale, le 10 décembre 1976. Parmi les premiers signataires de la Charte 77 ainsi que sa femme et ses trois enfants. Signataire du manifeste des « socialistes indépendants » : Cent ans de socialisme tchèque (voir Listy édition française, No 8) le 6 avril 1978. Remplace à la même date Jiri Hajek, comme porte-parole de la Charte 77. Artisan de la coopération entre la Charte 77 et le KSS-KOR polonais. Arrêté le 1er octobre 1978 alors qu'il allait participer à la troisième réunion commune polono-tchécoslovaque. Condamné le 11 janvier 1979 à neuf mois de prison à régime sévère, il risque de faire en outre les 18 mois restant de sa première peine.

du peuple iranien pour l'indépendance, et, à propos du Vietnam, il a dit : « Nous sommes tristes de constater qu'alors que nous avons soutenu la lutte du peuple vietnamien contre l'agres-

seur américain, nous devons maintenant exiger le retrait du Cambodge des forces armées vietnamiennes, de même que nous exigeons le départ de Tchécoslovaque des troupes soviétiques. »

ESPIONNAGE

Un espion de la RDA au CNRS

LE 19 janvier, un espion de l'Allemagne de l'Est, Rolf Dobbertin, physicien atomiste de son métier, était arrêté à Paris. Cet individu avait demandé il y a vingt ans environ l'asile politique en République fédérale allemande. Ensuite, il était passé en France. En 1963, il fut embauché au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Pendant quinze ans, ce spécialiste de l'énergie atomique eut accès aux travaux les plus secrets dans ce domaine et put en transmettre en toute tranquillité les résultats. Ce fut le cas notamment pour les recherches les plus récentes sur les rayons Laser.

Sa femme, de nationalité ouest-allemande, a également été inculpée, mais laissée en liberté provisoire. L'arrestation de cet espion vient après une longue série d'arrestations ou d'expulsions d'espions au service de l'URSS et de ses satellites dans différents pays d'Europe. L'affaire la plus sérieuse avait éclaté il y a plusieurs années lorsqu'il fut découvert que le conseiller de Willy Brandt, ancien chancelier allemand, était un agent des services secrets des pays de l'Est.

Cet espion, nommé Guillaume Gunther, connaissait les faits les plus secrets de la politique du gouvernement ouest-allemand dans

tous les domaines. Il pouvait ainsi renseigner parfaitement ses maîtres. L'Allemagne de l'Ouest est d'ailleurs un véritable nid d'espions du KGB. Il ne se passe guère d'années sans qu'un certain nombre d'entre eux soient expulsés ou arrêtés.

Au moment où fut arrêté en France Dobbertin, six espions travaillant aussi pour les services d'espionnage de la RDA furent arrêtés en Allemagne de l'Ouest, tandis que deux autres parvenaient à s'enfuir. Tous occupaient quelque fonction importante : ils sont physiciens (dont un atomiste), informaticien, ingénieur et journaliste.

En France, il y a un peu plus d'un an, était arrêté un ancien FTP, Georges

Beaufils qui était devenu un espion au service du KGB.

Un autre réseau du service du même KGB était vraisemblablement dirigé par le nommé Curiel (assassiné il y a quelques mois) qui couvrait ses activités d'espionnage et de subversion sous d'anodines activités faussement anti-impérialistes.

Il faut noter que le gouvernement français, quand il ordonne l'expulsion ou l'arrestation d'espions au service du KGB ou d'autres réseaux des pays de l'Est, étouffe au maximum l'affaire afin de ne pas mécontenter les dirigeants soviétiques.

HM

RELIGION

Jean-Paul II aux chrétiens : « Ne faites plus de politique, je m'en charge »

QUE le pape vienne au Mexique pour ouvrir la troisième conférence de l'épiscopat latino-américain, quoi de plus naturel ? Qu'on profite de l'occasion pour organiser des manifestations monstres, déplaçant des millions de personnes, des milliers de journalistes et les télévisions du monde entier, cela mérite qu'on s'y arrête : pourquoi un tel déploiement de propagande ? Pour bien comprendre il faut se souvenir que 45 % des catholiques sont latino-américains et que la conférence précédente, par ses orientations progressistes, avait soulevé de grands espoirs chez les croyants.

En 1968, s'est tenue à Medellin, en Colombie, la deuxième conférence de l'épiscopat latino-américain. A cette époque, de nombreux prêtres s'interrogeaient sur la fonction de l'Eglise dans les pays sous-développés. Certains même, comme Camillo Torrès en Colombie, s'engagèrent dans la lutte armée.

LA CONFÉRENCE DE MEDDELIN ET SES REPERCUSSIONS

Les évêques latino-américains affirmèrent alors solennellement que l'évangile exigeait la justice dès maintenant et mirent en question les structures économiques existantes.

On assista alors à des actions telles que grèves, de la faim, occupations de terres, ainsi qu'à la création de syndicats et de coopératives. Rapidement, à l'intérieur même de l'Eglise, des adversaires de ces orientations apparurent. Des gouvernants qui s'affichaient comme des fervents catholiques n'hési-

tèrent pas à frapper durement et des milliers de chrétiens, dont 835 évêques, prêtres et religieuses, furent victimes d'une sauvage répression.

La préparation de la troisième conférence de l'épiscopat latino-américain, qui vient de s'ouvrir à Puebla au Mexique, donna lieu à une lutte très âpre entre « progressistes » et « modérés » dont le document préliminaire se fait le reflet.

Tout en dénonçant l'exploitation, il dénonce également « le marxisme répandu parmi les ouvriers, les enseignants, les étudiants » et qui se « lance dans des politiques de violence ». En outre, le Vatican a tout fait pour affaiblir le camp des progressistes en réduisant la représentation de l'épiscopat brésilien, le plus radical, et en ajoutant aux 178 délégués élus 152 autres participants plus sûrs, comme par exemple : Monseigneur Juan Fresno, homme de confiance de Pinochet, Monseigneur Alcidez Mendoza, aumônier en chef de l'armée péruvienne, le

cardinal Munoz Duque, archevêque de Bogota et général de l'armée colombienne.

JEAN-PAUL II CONDAMNE LA SUBVERSION ET PRECHE LA NON-VIOLENCE

Pour ceux qui espéraient encore que le pape allait intervenir pour confirmer les orientations de Medellin, le doute n'est plus permis. Déjà le choix de faire escale à Saint-Domingue pour « suivre la route tracée par les premiers évangélisateurs » a dit lui-même Jean-Paul II, est significatif : ces évangélisateurs se sont montrés en effet les plus zélés auxiliaires des conquistadors.

Vint ensuite le message aux catholiques latino-américains où le pape a certes demandé qu'il n'y ait plus de système qui permette « l'exploitation de l'homme par l'homme », mais dès le lendemain c'était la condamnation de la violence des pauvres contre les conditions qui leurs sont imposées, complétée par un appel au clergé pour qu'il ne s'occupe plus de politique.

Et pourtant, Jean-Paul II lui ne s'en prive pas. En moins d'un mois, il a envoyé un cardinal en mission au Liban, il a reçu l'ambassadeur de Chypre, le ministre des Affaires étrangères de Bulgarie, le roi Hussein de Jordanie, l'ambassadeur d'Arabie saoudite et dernièrement Gromyko, ministre des Affaires étrangè-

res d'URSS. Il a également adressé un message aux Nations unies sur les droits de l'homme et un autre à son ancien diocèse de Cracovie. Et puis il est intervenu activement dans le conflit entre le Chili et l'Argentine à propos du canal de Beagle : le 12 décembre, lettre à Videla et Pinochet, le 26, sans attendre leur réponse, envoi sur place du cardinal Samore, enfin, la veille de son départ pour le Mexique, annonce de son accord pour servir de médiateur.

Bien qu'il ne manque pas une occasion de proclamer son attachement au respect des droits de l'homme, dans ses relations avec Pinochet et Videla aucune allusion n'est faite aux prisonniers et aux disparus. Il est vrai que sa conception des droits de l'homme est particulière, n'a-t-il pas déclaré récemment : « L'athéisme est contraire aux droits fondamentaux de l'homme ».

Avec éclat, Jean-Paul II vient de donner le ton à son pontificat. Avec lui, la « théologie de la libération » est mise au rencart, et tout va rentrer dans l'ordre. Il reprend à son compte l'appel de Paul VI aux paysans colombiens en 1968 : « Ne mettez pas votre confiance dans la révolution », mais à la différence de son prédécesseur, il semble décidé à réagir avec vigueur pour que l'Eglise remplisse mieux son rôle d'encadrement idéologique au service du pouvoir.

Henri BERTHAULT.

RFA : des espions

découverts tous les ans

En France, 250 agents du KGB étaient identifiés. Le nombre de ces espions est en réalité bien plus élevé.

En Allemagne de l'Ouest, le nombre d'espions travaillant pour les services secrets soviétiques et d'autres pays de l'Est (chapeautés par le KGB d'ailleurs) s'élève à plusieurs milliers. Les principales dernières affaires d'espionnage découvertes dans ce pays sont les suivantes :

- en 1969 : un ingénieur du centre atomique de Karlsruhe, Harold Gottfried était convaincu d'espionnage. Il était expert en surrégénérateurs.
- en 1973, un secrétaire du centre atomique de Julich était arrêté. En 1976, un autre agent de l'Allemagne de l'Est, nommé Pichotka était à son tour arrêté. Il avait aussi travaillé à Julich.
- en novembre 1976, un Soviétique qui s'intéressait aux industries chimiques et pharmaceutiques pour le compte du KGB était arrêté.
- en 1974, douze espions, spécialistes des ordinateurs, étaient arrêtés.
- en février 1978, un compte en banque de cinq millions de marks (25 millions de francs environ), alimenté par la RDA, était découvert à Francfort. Il servait aux agents de ce pays pour financer l'achat des secrets scientifiques.

LUTTE

Vent contraire pour les cadres



LUNDI 29 janvier 1979, les cadres sont descendus dans la rue dans plus de cent villes en France. Il n'est pas courant de voir de telles manifestations.

A l'origine il y a les dernières décisions du gouvernement concernant la Sécurité sociale. Les cadres s'estiment injustement frappés par une telle mesure. Ils estiment qu'ils ne sont pas « des vaches de lait ». Un cadre gagnant 6 000 F par mois verra ses cotisations augmenter de 1 000 F un autre qui gagnera 8 000 F verra, lui, ses cotisations augmenter de 1 500 F par an.

Il y a deux autres points qui suscitent la colère des cadres : ce qu'ils appellent l'érosion de leur pouvoir d'achat et la question du chômage.

Sur le problème de l'emploi, le chômage des cadres a enregistré une hausse de 155 % en cinq ans, soit le double des autres catégories. Il y a actuellement 63 000 cadres chômeurs, 115 000 avec le personnel d'encadrement.

Les cadres âgés attendent 227 jours en moyenne entre deux emplois et, souvent, ils sont disqualifiés. Ceux âgés de 30 ans attendent 135 jours.

QUELLES EN SONT LES RAISONS

La France, pays impérialiste de grande envergure, est devenue au fil des ans et sous la pression des luttes de libération nationale, un pays impérialiste de second ordre.

Il n'y a pas si longtemps encore l'impérialisme français, par l'exploitation de ces mêmes colonies et du fait d'une relative prospérité, pouvait « pomper » une partie de ses superprofits pour les redistribuer sous forme d'avantages pécuniaires à une partie de la population.

Les cadres ont bénéficié de ces avantages. Ils avaient une relative sécurité du travail, des salaires plus avan-



Le lundi 29 janvier, les cadres défilent à Paris.

tageux, associés à des postes de responsabilité et, avec pour certains, des fonctions de commandement répressives, ce qui leur vaut d'être plus « protégés » dans leur emploi par les patrons.

Une attitude corporatiste, étroite, liée à l'idée soigneusement entretenue du cadre ayant un haut niveau d'étude et de hautes responsabilités, s'est largement répandue. Du côté des travailleurs et dans une large mesure, le cadre est perçu comme un « chien de garde » du capital.

L'EFFRITEMENT DU « STATUT » DES CADRES

Mais avec le temps de crise, avec le recul de l'impérialisme français, le « statut » des cadres s'est effrité lentement. Les patrons, le gouvernement n'ont pas hésité, par démagogie, à limiter les « hauts » salaires des cadres. Le gâteau étant moins gros à partager, les miettes se réduisent aussi. Le nombre de ceux qui en profitent s'est amenuisé. Quant aux études supérieures, garantie, il n'y a pas si longtemps, d'une « bonne situation », elles ne donnent plus guère que le droit de s'inscrire sur les listes d'at-

tente : n'y a-t-il pas aujourd'hui 100 polytechniciens chômeurs ? Dans une entreprise en pleine reconversion comme on dit, celui qui reprend l'affaire se débarrasse de tous ceux qu'il juge improductifs, en surplus. Il n'hésite pas à se débarrasser des cadres comme des vieux travailleurs, des femmes et des immigrés.

UN SYNDICALISME QUI CULTIVE LE PARTICULARISME

Le syndicalisme des cadres n'a pas arrangé les choses. Il n'a fait que cultiver le particularisme, l'esprit étroit des cadres. La CGC n'est pas seule en cause. Ainsi la CGT a créé l'UGICT-CGT qui regroupe les ingénieurs cadres et techniciens. Le patron fait tout pour diviser les ouvriers et les cadres en donnant des « responsabilités » à ces derniers, etc. Les dirigeants syndicaux font de même !

Pourtant le travail d'un syndicat qui veut combattre le capitalisme n'est-il pas d'expliquer que la situation qui existe au niveau d'une profession ou d'une catégorie existe au niveau de toute la société ? Que cette situation, — le chômage, la vie chère, les licenciements — est liée au fonctionnement même du capitalisme et que c'est le capitalisme que l'on doit combattre. C'est ainsi qu'il doit contribuer à l'unité de combat de la classe ouvrière et, autour d'elle, des employés et aussi des cadres. La lutte de la classe ouvrière a souffert et souffre toujours de la division. Si le syndicat reproduit en son sein les divisions que produit le capitalisme, comme celle qui oppose de fait les ouvriers et cadres, il ne contribue pas à unifier la lutte de tous ceux qui, à des degrés divers, certes, subissent l'exploitation capitaliste.

On ne doit pas entretenir les particularismes car, dans ce cas, on contribue à isoler les travailleurs les uns des autres, on facilite la politique de division entreprise par la bourgeoisie.

Ceci est encore plus flagrant pour les cadres aujourd'hui. Ils sont un enjeu important pour diverses forces politiques du RPR au

PCF alors c'est à qui fera vibrer leur fibre de cadre.

NE PAS ISOLER LES CADRES

A plus forte raison parce qu'ils sont coupés de la classe ouvrière dans le travail, on ne doit pas isoler dans des sections particulières où justement ils se morfondront et se lamenteront sur leur sort. On doit expliquer à ces cadres, sans animosité mais avec fermeté, — pour ce qui concerne leur grande majorité — que leur place, s'ils ne veulent pas faire les frais de la crise, est aux côtés des travailleurs, que la solution pour avoir du travail ne consiste pas à faire le dos rond devant leur patron.

Yves LEPIC

Car celui-ci n'hésite pas à les balancer comme n'importe quelle autre personne quand ses profits sont en jeu.

Certes, chacun a des revendications particulières qui tiennent à la place qu'on a dans la boîte ou dans la société, mais ces revendications doivent être discutées en commun, afin de les replacer dans le cadre de la lutte commune contre le même ennemi.

L'unité avec les cadres est possible, à condition bien sûr que ce ne soit pas sur la base des intérêts étroits des cadres, mais sur celle des intérêts généraux de tous ceux qu'exploite le capitalisme, autour de la classe ouvrière.

TRAVAILLEURS IMMIGRES

Marseille Quand les dirigeants du PCF couvrent les flics racistes

(Suite de la page 3)

quelques jours plus tard au représentant de la CFDT et de l'ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés) de Fos, qu'il était hors de question que la CGT participe à un comité rempli de gauchistes ! Il est plus que probable que cette position de la CGT était arrêtée depuis longtemps. Et le petit cinéma : « Attendez notre réponse » avait pour seul but de paralyser le comité. De même, les membres du comité n'ont pas apprécié du tout le chantage du permanent de l'union locale CGT qui disait : « Ne parlez pas de violence policière sinon le syndicat de la police CGT portera plainte ». En somme « faites le moins de vagues possibles... ils ont du biscuit et nous.

Une telle conception dissimule la nature et les objectifs de la police, du préfet et de la bourgeoisie et elle conduit tout droit à l'échec.

Non, ce n'est pas dans le silence feutré des salons préfectoraux que nous obtiendrons que Sassi ne soit pas expulsé. Nous n'empêcherons l'expulsion que par la lutte en mobilisant largement les travailleurs, les démocrates, les progressistes.

Dans cette perspective, un meeting régional est prévu le 31 janvier à Martigues (salle du GRES) à 20 h 30.

Correspondant Marseille

A tout le moins cette politique de la Ligue aura eu un avantage pour son congrès : celui d'en assurer l'intendance.

Ainsi, Rouge nous apprend que les conditions matérielles difficiles dans lesquelles s'est tenu le congrès « ont été améliorées au maximum grâce à l'hospitalité et à la diligence de la municipalité socialiste de St-Gratien ». Gageons qu'ils n'auront pas eu le front d'inscrire l'autogestion à leur programme...

Les cadres CGC manifestent contre Barre

Un peu plus de 5 000 cadres de la région parisienne ont manifesté, lundi 29 janvier, place de la République à Paris, à l'appel de la CGC et de l'UCT (scission de la CGC). Deux raisons principales à la manifestation, l'augmentation des cotisations de la Sécurité sociale et l'emploi. Plusieurs banderoles en témoignaient : « A 50 ans, on n'est pas vieux » et par exemple : « Sécurité sociale : le mal à Barre ». Plusieurs mots d'ordre exprimaient la profonde déception des cadres de la CGV devant la politique du gouvernement à leur égard : « Raymond Barre a menti, Giscard aussi », mais aussi l'aspiration des cadres à garder leurs privilèges : « Egalité oui, égalitarisme non ».

Manifestation lente, digne comme il se doit, mais qui ne manquait pas d'humour : tous les jeux de mots possibles avec le nom du premier ministre illustraient les banderoles et les cadres étaient visiblement contents de fredonner comme les ouvriers : « Raymond Barre, si tu continues, nous allons te botter les fesses ».

On était tout de même très loin de la recherche de l'unité avec les autres catégories de travailleurs que la crise frappe pourtant beaucoup plus cruellement.

PARTIS Congrès de la LCR T1, T2, T3, T4, T5 sont à égalité

IL en est de la Ligue communiste révolutionnaire comme du système capitaliste : elle connaît une profonde crise idéologique, politique et financière. C'est bien la seule chose qui ressort avec évidence du troisième congrès de l'organisation trotskiste, qui vient de se tenir le week-end dernier à Saint-Gratien (Val-d'Oise).

A l'issue de quatre jours de discussions menées de façon « quasiment ininterrompue », les 370 congressistes de la LCR n'ont pu se mettre d'accord sur aucune orientation commune. La seule décision unanime fut l'arrêt de la publication quotidienne du journal Rouge, confronté à d'importantes difficultés de trésorerie. Des cinq tendances (T1, T2, T3, T4, T5) constituées au cours de cinq mois de préparation du congrès, aucune n'aura reçu de vote majoritaire de la part des délégués. La direction sortante ne bénéficiant même pas d'une majorité relative c'est un Comité central, à la proportionnelle, qui devra présider aux destinées (et à l'unité ?) de l'organisation. En fait, la seule perspective pour la LCR consiste à poursuivre le débat jusqu'à ce que soit réglé ce que le congrès n'a pu faire, à savoir fixer la ligne et désigner une direction.

En réalité, la crise politique dont souffre l'organisation de Krivine date de l'échec de la gauche en mars 1978. Ayant fondé toute sa des partis au Programme commun au pouvoir, la Ligue communiste devait depuis, consacrer tous ses efforts à tenter de ressusciter la dite union. A l'heure où Marchais et Mitterrand célébraient (en parole du moins) les vertus de l'unité à la base Krivine, à l'unisson avec ses collègues de l'OCI, multipliait les appels à l'unité du PCF et du PS, cette politique étant baptisée avec le plus grand sérieux de politique d'unité ouvrière.

C'est autour de ce thème central que se sont organisées par la suite les cinq tendances. Il y a ceux qui pensent que Krivine va trop loin à la remorque de la gauche et ceux qui lui reprochent de n'être pas encore suffisamment aligné sur la politique de l'OCI. Cette fameuse OCI dont la principale activité consiste à faire signer des listes de pétitions en faveur de l'unité au sommet du PC et du PS.

Lyon

Une riposte unitaire est nécessaire au meeting de l'euro-droite

L'ANNONCE d'un meeting de « L'Internationale noire » avec la participation des supôts patentés du fascisme italien, du franquisme espagnol, du pétainisme français et du rexisme belge, en liaison étroite avec le parti nazi allemand, dans la ville de Lyon, capitale de la Résistance et à la date symbolique du 6 février, anniversaire de la tentative du putsch fasciste de 1934 constitue une provocation délibérée d'une extrême gravité.

Telles sont les premières lignes d'un tract signé par trente partis et organisations qui exigent l'interdiction de ce meeting fasciste. Parmi ces trente signataires Ligue des Droits de l'Homme, FNIRP, CFDT, FEN, FO, PCML, PCRML, Libre Pensée, Centre des Femmes, PS, PSU, MRG, CCA, LCR, OCT, etc. On remarque l'absence du PCF et de la CGT.

La déclaration commune des trente organisations dénonce, comme une « grossière provocation », ce meeting autorisé par le premier ministre, le préfet et le maire de Lyon, les signataires « en appelant à la vigilance et à la mobilisation unitaire des travailleurs, de tous les démocrates et de tous les antifascistes pour mettre en échec ces tentatives de résurgence du fascisme. »

Outre une large diffusion de ce tract, il est prévu de faire circuler une pétition. Une manifestation « dans l'unité » aura lieu le 6 février (à 18 h place Bellecour).

MANIFESTATION CONTRE LE MEETING DE L'EURODROITE A LYON LE 6 FÉVRIER A 18 H PLACE BELLECOUR (Veilleur de Pierre).

Le scandale de la rue Leynaud

AU 26 de la rue René Leynaud, plusieurs familles immigrées vivent dans un immeuble sans toit, privées d'électricité depuis 15 jours.

Depuis deux ans, des incendies se sont bizarrement déclarés dans cet immeuble, mais depuis quelques semaines, les visites des pompiers étaient de plus en plus fréquentes. Finalement, le scandale a éclaté : personne ne veut réparer le toit effondré et l'installation électrique pourrie. Régie, propriétaires, EDF, services municipaux, syndicats judiciaires, assurances... chacun se cache derrière les autres tandis que le froid et la pluie pénètrent dans la maison et que l'électricité est coupée depuis deux semaines.

Ce sont quinze familles immigrées (dont de nombreux enfants) qui occupent cet immeuble. Leur situation est catastrophique. On

cherche à les « évacuer » vers d'autres quartiers comme la Duchère et Vénissieux pour « rénover ». Mais pourront-ils payer ces nouveaux loyers ? (sans parler que les élus PCF de Vénissieux n'acceptent plus les immigrés).

Dans l'une de ces familles, le père est invalide et la mère n'a pas de carte de travail. Comment vont-ils nourrir leurs trois enfants s'il leur faut payer un loyer deux ou trois fois supérieur à celui de la rue Leynaud ? Et puis ces familles sont anciennes dans le quartier, elles s'y sont un peu enracinées, elles ont le droit d'y rester. Les autorités municipales et autres emploient de véritables méthodes de négrier pour chasser ces indésirables. La voilà aussi la politique de « rénovation » de la Croix Rousse. Beaucoup de voisins s'indignent de cette situation. Même les enseignants de l'école primaire du quartier sont prêts à intervenir.

Télévision

MERDREDI 31 JANVIER SUR TFI A 15 h 30

Le club des 10-15 : Les Enfants d'à côté Il s'appelle Kamel, il va parler avec ses frères de leur vie à l'école, des difficultés qu'ils ont pour rester eux-mêmes avec leur culture et être respectés. C'est la première séquence d'une émission sur les enfants étrangers. Elle est consacrée aujourd'hui à une famille de jeunes algériens. Elle devrait inviter aux échanges mutuels entre jeunes français et immigrés et au respect des cultures différentes.



Téléphonie

Les travailleurs n'acceptent pas les licenciements déguisés

(Suite de la page 8).

Aux Installations-LMT, à plusieurs reprises, les ouvriers intérimaires et sous-traitants ont mené des luttes. Malgré les nombreuses difficultés, les ouvriers de la SOCERMAT ont réussi à s'organiser en liaison étroite avec la section CFDT de LMT. Par deux fois, la tentative de créer une section syndicale et d'obtenir des élections de délégués du personnel avait échoué. La troisième en juin 1978 a été la bonne. Le siège de la SOCERMAT étant à Paris, la section est affiliée au STRAMP (syndicat des travailleurs de la Métallurgie de Paris)-CFDT.

Fin octobre, les travailleurs se mettent en grève pour les salaires et les déplacements. La grève dure trois semaines mais n'aboutit pas à une victoire car, parallèlement, le patron avait engagé une procédure de licenciements pour raison économique. La première demande de 85 licenciements (tous les travailleurs) faite en octobre 1978 a été rejetée par l'inspecteur du travail. Ce sont les interventions du STRAMP et des deux sections syndicales qui ont amené l'inspecteur à enquêter sur la « justification » des licenciements.

En fait, les patrons de la SOCERMAT et de LMT comptaient avoir les mains libres pour licencier progressivement en fonction de leurs besoins. Le patron a remis ça en demandant 45 licenciements et l'inspecteur en a accepté 33.

Au comité d'entreprise LMT-Installations de novembre, les grévistes sont intervenus dans la réunion avec l'appui des sections syndicales CFDT et CGT qui avaient déposé une série de questions, concernant la sous-traitance. La direction a annoncé que sa charge de travail en passage de câbles serait pratiquement stable jusqu'en avril 1979. Ces renseignements sont communiqués à l'inspecteur du travail qui continue son enquête. Il constate notamment que le patron, tout en licenciant, embauche des intérimaires. Le 22 décembre, il retire l'autorisation et oblige le patron à reprendre tous les licenciés. Dans sa lettre, il écrit :

« ... Ces éléments (embauche d'intérimaires, déclaration de la direction LMT-NDLR) me conduisent à considérer que l'autorisation de licenciements que je vous ai accordée est dépourvue de base légale, du fait que les prestations effectuées par SOCERMAT pour le compte de LMT, comme j'ai pu le constater sur les chantiers Montsouris et Carnot, ne sont pas des opérations de sous-traitance mais de prêt de main-d'œuvre à but lucratif prohibé par l'article L. 125-3 du Code du travail... »

Pour l'inspecteur du travail comme pour les sections syndicales CGT et CFDT, ce n'est pas de la sous-traitance et la CFDT étudie l'action juridique à engager sur la question du prêt de main-d'œuvre.

LE DÉPOT DE BILAN

Le patron de la SOCERMAT, voyant qu'il ne pouvait plus continuer à faire du profit facilement, dépose le bilan le 11 janvier 1979. Un syndic est nommé qui aussitôt envoie à tous les travailleurs une lettre de licenciement (datée du 12 !). Les délégués du personnel n'ont même pas été prévenus comme le prévoit la loi en l'absence de comité d'entreprise. C'est le responsable LMT du chantier Montsouris qui, prévenu par un simple coup de téléphone du patron, invite les gars à aller s'inscrire à l'ANPE dès le 15 !! A ce moment, ils n'avaient reçu aucune lettre pas plus que LMT d'ailleurs.

LA LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS S'ENGAGE

Le lundi 15, vingt-cinq ouvriers se présentent à Montsouris (92, boulevard Kellerman à Paris 13e) pour exiger du travail. C'est là qu'ils étaient le plus nombreux à travailler (40). Le secrétaire du STRAMP, ainsi qu'un délégué CFDT de LMT sont présents. Malgré l'interdiction de LMT et de l'administration des PTT, les travailleurs parviennent à rentrer.

Un délégué CGT de LMT travaillant sur le chantier informe les travailleurs de LMT qui arrêtent le travail en soutien aux licenciés.

Sous la pression, LMT acceptera que les ouvriers présents à Montsouris la semaine précédente travaillent. LMT n'avait reçu aucune lettre du syndic l'informant de la situation. Celle-ci arrive le lundi après-midi.

Le mardi matin, les portes sont à nouveau fermées pour les licenciés. Cette fois, c'est un militant CGT des PTT qui ouvre la porte de l'intérieur, ce qui lui vaudra un procès-verbal de la part de l'Administration des PTT. Les travailleurs de LMT débrayent une heure en soutien. A onze heures, les grévistes font une visite surprise au siège LMT-Installations à Montrouge, accompagnés par deux délégués CFDT. Leur revendication, c'est l'embauche à LMT. La direction est visiblement mal à l'aise. Elle pensait sûrement pouvoir utiliser rapidement les services d'une autre boîte qui aurait embauché des intérimaires pour finir le travail. Mercredi et jeudi, les grévistes renforcent leur mobilisation et le vendredi, ils sont quarante au syndicat pour exiger d'être payés. Fin janvier, ils n'ont pas encore touché la paie de décembre !!

Lundi 22 et mardi 23, l'opération Montsouris est renouvelée. Du fait de la fermeture des postes, des travailleurs de LMT et des PTT restent eux aussi dehors. Mais les deux fois, les travailleurs parviennent à rentrer.

Cette action est payante car elle gêne à la fois les directions LMT et PTT. A la suite de l'action du mardi, le militant CFDT (responsable syndical au CE) qui était avec les grévistes est convoqué par la direction. Il s'y rend accompagné de plusieurs grévistes, venus témoigner car il est accusé d'avoir, soi-disant, « bousculé » un responsable PTT. La direction refusant de recevoir des « personnes étrangères à LMT », l'entrevue n'aura pas lieu. En fin de semaine, le militant reçoit une lettre recommandée de la direction : sérieux avertissement plus menaces de sanctions plus graves. Cela montre bien que la direction craint l'entrée en lutte des travailleurs de LMT aux côtés des grévistes.

RENFORCER LE MOUVEMENT

La lutte risque d'être longue. Faire plier Thomson-LMT sur l'embauche nécessite un rapport de force important. Dans l'immédiat, il faut consolider le mouvement, arriver à ce que tous les licenciés soient dans l'action. La popularisation est envisagée auprès des travailleurs de la téléphonie, de Thomson, des PTT.

ELARGIR A TOUS LES TRAVAILLEURS DES INSTALLATIONS

Un tract commun CGT-CFDT a été diffusé rapidement sur l'ensemble des chantiers et un débrayage a eu lieu jeudi 25, mais la participation a été faible. Si la prise de conscience des travailleurs LMT a progressé sur la question de l'unité des travailleurs face à un même patron, quel que soit le statut (LMT, sous-traitant, intérimaires), trop encore considèrent que ce n'est pas leur problème. Il faut donc continuer le travail d'explication, montrer comment en s'opposant unis dès maintenant à ces licenciements, nous arriverons à stopper les plans des patrons. Un aspect également très important de cette lutte est l'unité français-immigrés qui se construit contre les licenciements pour du travail pour tous.

Au niveau de toute la construction téléphonique ces licenciements, comme ceux des entreprises sous-traitantes en Bretagne, de l'AOIP d'Evry (prévisibles pour le premier trimestre 1979), de la CIT-Alcatel (960), le chômage partiel à Ericsson (Brest, Eu, Saint-Nicolas), LTT, CIT-Alcatel rendent très urgente la préparation d'une lutte d'ensemble rassemblant tous les travailleurs de la téléphonie.

Pour prendre contact avec les grévistes, téléphoner à l'UPSM-CFDT au 280-25-25.



Contre les licenciements, l'occupation de Brissonneau et Lotz-Marine à Nantes continue. Les travailleurs ont bloqué la semaine dernière un train en direction de Paris. Dimanche, de nombreux Nantais, en famille ont une nouvelle fois visité l'usine, participé à des débats, assisté à une pièce de théâtre. Il y avait une crèche et des jeux pour les enfants.

Elections à la SNECMA-Corbeil

Les giboulées de mars 78

Les élections professionnelles ont eu lieu à la SNECMA le 18 janvier 1979. Voici un aperçu des résultats. Dans le premier collège, la CGT a perdu 8,9 % des voix et deux sièges, la CFDT gagnant 4,5 % et un élu et FO 3,2 % et un élu.

Même chose dans le deuxième collège (CGT : moins 8,39 % ; CFDT : plus 3,50 % ; FO : plus 6,30 % ; CGC : moins 4,6 % ; CFTC : plus 3,4 %) et aussi pour le comité d'entreprise où la CGT perd 9,32 % des voix et un élu dans le premier collège par exemple.

Voici des extraits du bulletin de la cellule du PCML de l'entreprise, Le Poing levé :

« C'est une défaite sévère que vient d'essuyer la CGT le 18 janvier. Nous ne nous en réjouissons certainement pas, car d'une part, il s'agit du syndicat ouvrier le plus puissant de la SNECMA, et d'autre part, près de la moitié des voix perdues ont été récupérées par FO qui n'est pas spécialement réputée comme syndicat de lutte de classe !

Mais les faits sont les faits et avec nos nombreux amis cégétistes, nous posons la question : quelle est la cause de cet échec ? (...)

Pour nous cet échec est celui d'une politique, celle du programme commun et de l'Union de la gauche. C'est pour avoir attelé son char pendant des années aux objectifs du PCF que la CGT a perdu une partie de son crédit auprès des travailleurs. C'est pour avoir abandonné son propre programme revendicatif au profit du programme électoraliste du PCF. (...)

Un exemple frappant : la grève des commandes numériques. Grève significative parce qu'elle coïncidait avec les élections de mars 1978... Beaucoup de grévistes disaient : "Il faut tenir jusqu'au 19 mars". Et ces illusions nous affirmons qu'elles ont été délibérément entretenues par certains dirigeants de la CGT. La suite on la connaît : le pourrissement, l'écoeurement, puis la reprise du travail, la rage au cœur...

(...) Une autre preuve s'il en fallait, c'est que les pertes CGT sont observées à peu près partout en France, dans les autres SNECMA, mais aussi dans nombre d'entreprises. C'est donc que la crise traversée par la première centrale ouvrière française a une dimension nationale. On l'a d'ailleurs bien vu au dernier congrès de la CGT : la poussée contestataire de la base a revêtu une ampleur inégalée. (...)

Aujourd'hui, l'heure est à l'auto-critique. Il faut demander des comptes aux dirigeants. Chaque militant, chaque ouvrier doit réfléchir par lui-même et avec ses camarades sur la façon de reprendre les choses en main, imposer la démocratie syndicales et élever son niveau de conscience sur la politique néfaste poursuivie par les dirigeants du PCF.

Rendre sa carte ne sert à rien... »

Exigeons que de sérieuses mesures soient prises à la SOCOS, notre vie, notre environnement en dépendent !!

Correspondant local Orléans

5000 litres de fuel dans le Loiret et le Duy

UNDI dernier, les riverains du Loiret ont pu assister avec colère à ce que les Bretons ont vu il n'y a pas très longtemps encore... du fuel s'échapper sur plusieurs kilomètres dans le Loiret et dans le Duy.

Comment ce fuel est-il arrivé ici ? La SOCOS (Société de chauffe d'Orléans-la-Source), peu soucieuse de la pollution et de la population est responsable de cette catastrophe. Une canalisation de fuel se serait rompue et le fuel s'est gentiment déversé dans le Loiret et le Duy à plusieurs kilomètres de là. Comment ? Mais par les égouts naturellement !

Ce n'est pas la première fois que la SOCOS pollue le Loiret mais la direction ne semble pas s'en inquiéter et aucune mesure n'a l'air d'être prise pour écarter un nouveau risque qui pourrait être plus grand si c'était une citerne qui venait à se déverser.

Comment se fait-il que du fuel puisse s'écouler si facilement, ne devrait-il pas y avoir des bacs de capacité suffisante pour écarter tout risque ?

Non contente de cela, la SOCOS pollue les habitants d'Orléans-la-Source par des fumées tantôt blanches, tantôt noires s'échappant quotidiennement des cheminées.

Est-il normal qu'une chaufferie puisse déverser ses fumées en pleine agglomération, à proximité d'écoles, d'habitations, d'entreprises ? Absolument pas, nous ne pouvons pas le tolérer. On parle de plus en plus de la SOCOS parmi la population. Il suffit de voir se déposer la suie sur les voitures pour voir l'« air pur » solognot que les habitants de la Source peuvent respirer. Mais cela n'empêche pas de dormir ces « messieurs » de la SOCOS ; après tout, un peu de fuel dans l'eau un peu de fumée dans l'air n'a jamais fait de mal à personne !

Il est tout de même important de penser à ne plus fumer plutôt que de s'occuper de la pollution que nous subissons tous les jours, cette pollution qui nous fait crever à petit feu.

Grève à l'hôpital de Romans (Drôme)

LA préfecture de la Drôme a décidé d'amputer le budget de l'hôpital de Romans de 500 millions d'anciens francs, ce qui se traduit par le non-paiement des auxiliaires temporaires (environ 180 personnes) et par la suite leurs licenciements au mois de février.

A la suite de cette information, une assemblée générale appelée par la CGT et la CFDT a eu lieu le 17 janvier, qui a rassemblé environ 120 employés ; ils ont voté à l'unanimité la grève reconductible à partir du mardi 23 janvier.

Une manifestation a eu lieu en ville et une information a été faite à la porte des usines appelant la population au soutien des grévistes.

Des délégations ont été reçues à la mairie de Romans et à la préfecture de la Drôme à Valence, où un fort dispositif policier avait été mis en place. L'annonce de ces licenciements est un coup dur pour les employés de l'hôpital qui souffrent déjà d'un manque d'effectif ; ces conditions de travail pénibles sont ressenties aussi par les malades qui en subissent les conséquences.

On voit bien là la tromperie de la direction. Elle fait des promesses d'embauche des années durant, mais, de fait, considère le personnel comme des pions que l'on déplace au gré des besoins. L'hôpital embauche des employés pour deux ou quatre ans et quelquefois même 10 à 20 jours sans être sûr de pouvoir garantir leur titularisation. Les agents licenciés ne peuvent même pas percevoir les indemnités-chômage, l'hôpital ne cotisant pas aux ASSÉDIC.

Les employés de cet hôpital, agents de services hospitalier et aides-soignantes sont pour beaucoup d'anciens ouvriers de la chaussure licenciés à la suite de la fermeture de leur usine.

Quand il y a licenciement d'un côté et soi-disant création d'emplois de l'autre, ce que met souvent en avant la bourgeoisie pour démobiliser les travailleurs en lutte, on voit que les problèmes de licenciements se retrouvent quelques années plus tard, ce qui montre bien qu'il faut lutter partout où l'on est pour exiger qu'il n'y ait pas un seul licenciement, l'augmentation des effectifs et du travail pour tous.

Correspondant PCML et PCRml

TOURNÉES DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES EN CORSE

Faites connaissance avec la Chine.

Programme de la semaine :

Mardi 30 janvier : Exposition chinoise (gravures, timbres, livres, papiers découpés).

Mercredi 31 janvier : Exposition chinoise (gravures, timbres, livres, papiers découpés), à la librairie « La Marge » à Ajaccio.

Mercredi 31 janvier à 20 h 30 : Conférence au Palais des congrès à Ajaccio.

Jeudi 1er février à 20 h 30 : Conférence à la mairie ou MJC à Sartène.

Samedi 3 février à 20 h 30 : Conférence à Barretali dans le Cap.

Pour tout correspondance : Mme Giacomini : 3, avenue Colonna d'Ornano - 20000 Ajaccio.

SAINTE-GENNEVIEVE-DES-BOIS

Six heures sur la Chine.

Ces six heures organisées par l'Association des amitiés franco-chinoises auront lieu le samedi 3 février de 16 h à 22 h au centre La balise, Résidence St-Hubert : 1, rue Joliot Curie.

Au programme :

16 h à 17 h : Projection de diapositives réalisées par les amis ayant voyagé en Chine, l'été 1978.

17 h : Exposé-débat avec la participation de Régis Bergeron écrivain, président délégué de l'Association des amitiés franco-chinoises, sur le thème : la situation actuelle en Chine, « les quatre modernisations ».

18 h 30 à 19 h 30 : Film super 8, réalisé par des voyageurs en Chine, en juillet 1978.

A partir de 18 h : Buffet chinois.

20 h : Film chinois : *Les Milliciennes de la mer*.

Enfin, vous pourrez aussi regarder une exposition de photos sur la Chine, ainsi qu'une exposition de papiers découpés.

Participation aux frais : 7 F

Garderie pour les enfants assurée.

LES ULIS (ESSONNE)

Mobilisation pour un procès.

La Sonacotra attaque en justice une trentaine de résidents du foyer des Ulis (Essonne) qui a redémarré la grève des foyers le 1er mai 1978. La Sonacotra réclame leur expulsion du foyer. Pour faire échec à la répression, les résidents appellent au soutien lors du procès :

Jeudi 1er février à 10 h 30 au tribunal d'instance de Palaiseau (Essonne)

FOYER SONACOTRA D'ETAMPES

Rassemblement le jeudi 1er février à 13 heures.

Au foyer au bout du boulevard Saint-Michel (Etampes) pour protester et soutenir les résidents convoqués au tribunal. A Etampes, l'unité de tous pour soutenir les résidents en grève depuis deux ans se réalise.

Comité de soutien Union générale des travailleurs sénégalais CGT-CFDT, PS, PC, PSU.

MONTREUIL

Indépendance pour le Cambodge.

La section ville du Parti communiste marxiste-léniniste de Montreuil organise sur ce thème un meeting-débat autour de l'agression vietnamienne et l'expérience de construction du socialisme au Kampuchea depuis 1975. Mercredi 31 janvier 1979, 17, rue Hoche à Montreuil à 20 h 30.

LYON

La situation intérieure en Chine

Cette conférence organisée par l'Association des amitiés franco-chinoise et animée par Hélène Marchisio, secrétaire générale des Amitiés franco-chinoises aura lieu le mardi 6 février à 20 h 30 à l'El Dorado - 35, rue du Commandant Fuzier.

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge 205 51 10

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druessne
Commission paritaire N° 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979



Les patrons de la téléphonie prévoient de diviser par un peu plus de trois les effectifs des ouvriers dans les usines de fabrication. Face à ces menaces, les travailleurs ont entamé la lutte. Ci-dessus, les ouvriers d'Ericsson à Brest (photo HR).

L'emploi dans la téléphonie

Les travailleurs en sous-traitance, les premiers touchés



Manifestation des travailleurs de la téléphonie (Photo HR).

L'introduction de la technologie « tout électronique » dans la construction des centraux téléphoniques et la restructuration qui l'accompagne va se traduire par une grave menace pour l'emploi de plusieurs milliers de travailleurs.

Les patrons prévoient d'ici 1984-1984 de diviser par un peu plus de trois les effectifs des ouvrières et ouvriers dans les usines de fabrication et par deux ceux des ouvriers et techniciens en installation.

Mais ces chiffres tiennent compte uniquement des travailleurs des grosses entreprises

(AOIP, CGCT, LMT, Ericsson, CIT-Alcatel) et ne font pas apparaître les licenciements dans les entreprises sous-traitantes tant au niveau de la fabrication que de l'installation. La sous-traitance est « rapatriée » disent les directions. Nous allons regarder d'un peu plus près ce qu'est la sous-traitance en installation.

UNE SOUS-TRAITANCE SPÉCIALE

Aux installations LMT, en région parisienne, pour un effectif

d'environ 1 850 fixes (ayant un contrat LMT) en 1978 dont 600 ouvriers, il y a eu en moyenne 320 ouvriers en « sous-traitance ».

C'est vers la fin des années 1960 que LMT commence à « sous-traiter » et à employer des intérimaires. Pour les patrons, les avantages sont évidents :

— Ajustement permanent des effectifs aux à-coups de la production, moins de problèmes pour licencier.

— Parcelisation plus poussée du travail, cadences plus élevées. Bas salaires...

— Division des travailleurs, d'un côté, les fixes de l'autre les hors-statuts (« sous-traitance », intérim).

Mais pourquoi ces guillemets ? Pourquoi spéciale ? En bien parce que ce n'est pas de la vraie sous-traitance, mais plutôt de la location de main-d'œuvre, de l'intérim déguisé.

LMT ne pouvait pas embaucher directement un trop grand nombre d'intérimaires. Il utilise donc les services de loueurs de main-d'œuvre dont les officines sont camouflées pour l'occasion en entreprises de sous-traitance. Deux ou trois responsables, une secrétaire, un bureau, une annonce dans les journaux et ils embauchent 40, 50, 80 travailleurs en grande majorité des immigrés ou des jeunes.

De plus, pour adopter lui aussi les effectifs à la production du moment, le petit patron a recours à des boîtes d'intérim. Bien souvent, les deux officines, « sous-traitance » et intérim, ont les mêmes patrons, voire la même adresse.

LMT — sous-traitance — intérim
sous-traitance — intérim
— intérim
— intérim

Deux exemples :

— Pour LMT, la SASTI est l'entreprise sous-traitante. En novembre 1978, elle employait 77 ouvriers sur les chantiers LMT. Or, après enquête, il s'est avéré qu'aucun travailleur parmi ces 77 n'avait un contrat SASTI. Tous étaient embauchés par la STICMA, entreprise de travail temporaire et effectuaient des missions successives à la SASTI. Les deux « entreprises » ont la même adresse : 10, rue Jean-Lantier - Paris, 1er.

— La Socermat a été créée en décembre 1976, peu de temps avant la liquidation de la SOFREME. Deux individus, Lagrave et Vignaud sont à l'origine de la SOFREME, ainsi que de plusieurs « boîtes d'intérim » : Cofrep, SIA, Pro-Industrie, AES, etc. La SOFREME se divisait en deux : une petite usine de sous-traitance sur la zone industrielle de Sarcelles et la SOFREME-Installations. Après le dépôt de bilan, tous les ouvriers de Sarcelles sont licenciés, tandis que ceux des installations sont repris par la Socermat. Les patrons sont les mêmes, un nouveau gérant, Salez a simplement été nommé pour les besoins de la cause.

Fréquemment, les ouvriers étaient passés d'une boîte d'intérim à l'autre, voire de la SOFREME à la SIA, AES ou autre, de façon tout à fait illégale.

Au moment de la création de la Socermat, deux sous-filles de l'ex-SOFREME, Le Barzic et Vaersten montent eux aussi leur propre boîte : UDFS, He-de-France-Service qui aussitôt se met à travailler pour LMT (85 ouvriers en novembre 1978).

Voilà ce que la direction appelle de la sous-traitance. Et bien sûr, elle joue les innocents : « Nous nous contentons de passer des contrats de sous-traitan-

ce, le reste ne nous regarde pas ».

Pourtant, c'est LMT qui décide de tout. Tout le matériel est LMT ; c'est LMT qui organise le travail, qui le suit. Si chaque boîte a ses petits chefs, la maîtrise LMT exerce parfois un rôle disciplinaire sur les gars. Il suffit au responsable de LMT de dire « Nous ne voulons plus de X, sur le chantier » et il est aussitôt renvoyé.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

L'activité principale « sous-traitée » est le passage de câbles. Pour un central moyen, il en faut plusieurs centaines de kilomètres. Ils sont posés sur une grille métallique séparée du plafond d'environ 0,80 m à 1,5 m. Ce faible espace rend le travail pénible. En théorie, les gars ne doivent pas se déplacer sur la « couche » (c'est ainsi qu'on nomme la grille plus les câbles). En fait par manque d'effectifs, bien souvent, ils sont obligés de ramper l'un vers l'autre pour se passer les câbles. La longueur d'un câble est variable de 5 m à 60,80 m ou plus si c'est entre étages. Aucun vêtement de travail n'est fourni.

Quant aux salaires, c'est le SMIC ou un peu plus pour la grande majorité des ouvriers.

Et bien sûr, il existe un tas de taux différents. A titre de comparaison : le salaire net moyen d'un ouvrier LMT est d'environ 3 000 F par mois (en y incluant le boni qui est fixe et identique pour tous, les primes de vacances et de fin d'année) ; celui d'un ouvrier intérimaire ou « sous-traitant » est d'environ 2 000 F par mois.

A cela, il faut ajouter la « pêche » : si en fin de semaine, les responsables du chantier estiment qu'il faut cinq ouvriers en moins, deux solutions sont possibles : ils sont transférés sur un autre chantier, ou bien retournent au bureau de la boîte et se retrouvent sans travail (« à la pêche ») pendant une ou plusieurs semaines. Ce sont évidemment les ouvriers intérimaires qui sont touchés par cette mesure et donc ils ne sont pas payés. Quand le patron en a besoin, ils leur envoie une lettre.

SOUS-TRAITANCE MAIS EXPLOITATION

Ces faits montrent comment l'apparition de l'intérim, de la sous-traitance accentuent l'exploitation des ouvriers, du statut précaire. De plus en plus, toutes les entreprises ont recours à ces pratiques. Et ce sont les jeunes, les immigrés, les femmes qui, touchés plus durement par le chômage, occupent en majorité ces emplois sous-payés.

Il est donc nécessaire et urgent pour l'unité de la classe ouvrière de prendre ce problème en charge dans les sections syndicales d'entreprises, les syndicats. L'exemple des chantiers LMT montre que même dans des conditions difficiles, la lutte est possible.

Les travailleurs n'acceptent pas les licenciements déguisés

Voir en page 6